



# Expulsions, gazages, repression Le gouvernement toujours plus raciste

## **Solidarité avec les migrants NON AUX EXPULSIONS**

*Il y a quelques semaines le gouvernement expliquait qu'il chercherait des solutions pour une politique plus « humaine » face à l'immigration. Fuyant les violences de leurs régimes, souvent orchestrées par les gouvernements européens eux-mêmes pour leurs intérêts économiques, ces migrant-e-s font face à un parcours du combattant qui n'en finit jamais. Après avoir risqué leurs vies en traversant la méditerranée, ils se confrontent au racisme des gouvernements !*

### **Une « application du droit avec humanité » selon l'Etat**

Le secrétaire d'Etat Jean-Marie Le Guen du PS a utilisé ce terme pour définir les expulsions des camps de migrants qui ont eu lieu vendredi et ce lundi 8 juin. Un terme qui est repris de l'expulsion des sans-papiers de l'Eglise Saint Bernard où les CRS étaient rentrés à coup de hache... L'Etat et le gouvernement sont prêts à tout pour justifier leurs politiques racistes.

La surenchère vient aussi d'Anne Hidalgo qui ose déclarer que « Paris accompagne l'évacuation des migrants de la Chapelle. Ceux-ci bénéficieront d'un accompagnement personnalisé ». Ce qu'elle a omis de dire c'est que ce serait dans un car de CRS, frappé et menotté.

### **L'Etat et le gouverne-MENT !**

Pour justifier cela, le gouvernement a avancé une série de mensonge honteux. Pour ne citer que le préfet de Paris: « il y avait 460 logements de proposés ». Seule une partie des migrant-e-s a reçu des propositions d'hébergement d'urgence ou de prise en charge par le 115. Les autres ont été forcés de trouver un autre lieu pour s'établir, notamment au square de la rue Pajol. Pourtant le gouvernement possède un parc immobilier non occupé de 11 millions de m2. « Il n'y a pas eu de violence ». Là aussi les images, qui ont tourné sur les différents médias, montrent bien le contraire, CRS qui frappent et plaquent des immigrés ou des manifestants, c'est sûrement de la non-violence que d'interpeller 84 personnes.

Les politiques d'austérité ont entraîné des fermetures par dizaines de centre d'accueil de Mineur

Isolés Étrangers ou de sans -papiers, les laissant à la rue. Sauf que cette fois, ils se sont organisés collectivement pour pouvoir vivre en sécurité et subvenir à leur besoin, une situation intolérable pour le gouvernement. L'expulsion lui permet d'invisibiliser les conséquences de ses politiques.

### **Régularisation de tout-e-s les sans-papiers !**

La France est responsable de la misère dans de nombreux pays du fait de ses politiques impérialistes. Il serait donc logique de permettre à ceux qu'il a jeté dans la misère et qu'il a poussé à traverser la méditerranée, trop souvent au prix de leurs vies, d'obtenir des papiers et de pouvoir vivre dignement. Mais ce serait contraire aux intérêts de nombreuses entreprises et même à l'Etat qui emploient des milliers de sans-papiers pouvant ainsi déroger au code du travail, leur imposant des salaires de misères sans aucune sécurité !

Contre ceux qui clament que « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde », il faut répondre que la ville de Paris à elle-seule possède plus de 150 000 logements inoccupés !

Dès maintenant, les migrant-e-s ont besoin de soutien, pour trouver où dormir, de quoi manger, pour que le nombre de celles et ceux qui les appuient dissuade la police de réprimer comme elle l'a fait ces derniers jours. Il faut donc amplifier et répandre la solidarité!

**Régularisation de tou-te-s les sans-papier-e-s, Ouverture des frontières, Réquisition des logements vides et la Scolarisation de tous les enfants des camps de réfugié-e-s ! Retraits des troupes françaises de tous les pays où elle est engagée !**